

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 4 septembre 2017

Le 12 septembre, tous en grève et dans la rue

Le texte définitif des ordonnances modifiant le code du travail vient de tomber. Toutes les attaques annoncées par Macron y figurent : facilités de licenciement, possibilité de revoir à la baisse les contrats de travail, aggravation de la précarité...

Pour le président du Medef, Pierre Gattaz, ce n'est qu'une « première étape » : il en demande plus. Alors qu'on soigne les patrons au nom du sauvetage de l'économie, voilà que les grandes entreprises affichent des bénéfiques records : plus de 50 milliards de bénéfices au premier semestre 2017 pour les entreprises du CAC 40, soit 25 % de plus que pour le premier semestre de l'an dernier.

Et il faudrait qu'on laisse faire ? Il faudrait qu'on écoute la CFDT, qui avait déjà approuvé la loi El Khomri au printemps 2016 et récidive ? Il faudrait qu'on se résigne, comme nous y convie le secrétaire général de la confédération FO qui traite les syndicats de sa confédération qui appellent à participer à la manifestation du 12 septembre (comme la fédération FO des transports) de « grognons râleurs » ?

Des raisons d'être des salariés en colère et en lutte et, pour commencer, de participer massivement à cette journée de grève et manifestation appelée au moins par la CGT, la FSU et le syndicat SUD, on en a plus qu'il n'en faut.

Le plafonnement de l'indemnité pour licenciement abusif doit permettre au patron de vous licencier même de façon parfaitement illégale en sachant que cela ne lui coûtera pratiquement rien.

Le droit accordé aux patrons des petites entreprises de négocier directement avec leurs salariés, en dessous même des minima fixés par les accords de branche, va leur permettre d'imposer baisses des salaires, suppressions de primes ou augmentation des horaires en pratiquant le chantage aux suppressions d'emplois ou à la fermeture. C'est une pratique déjà courante, y compris dans de grandes entreprises. Elle deviendrait la règle.

La durée des CDD et le nombre de leurs renouvellements possibles pourrait être modifiés selon les branches au gré des besoins du patronat, accroissant encore la précarité des emplois.

Quant à la fusion prévue des divers types de délégués du personnel (DP, Comité

d'entreprise et CHSCT), elle vise à enfermer l'activité des délégués du personnel aux seules séances de papotage avec les directions, le fameux « dialogue social » qui devrait remplacer les luttes.

Le massacre des emplois aidés

Dans le même temps le gouvernement inaugure ses propres plans de licenciements, avec la réduction drastique du nombre d'emplois aidés, qui passeront de 460 000 en 2016 à 310 000 fin 2017.

Prétexte du premier ministre : ces emplois précaires ne résoudraient pas le problème du chômage. Mais alors, pourquoi ne pas les transformer en emplois fixes ? Répartis essentiellement dans les services publics (collectivités territoriales, l'éducation, hôpitaux, transports) ainsi que dans des associations assurant des services sociaux, ils remplissent des tâches indispensables. Au point qu'en cette rentrée scolaire de nombreuses mairies ne voient pas comment assurer le bon fonctionnement des cantines des écoles, de la surveillance des entrées et sorties des enfants, ou suppriment carrément des activités périscolaires ou de soutien aux élèves en difficulté ou handicapés.

Le manque de moyens et le nombre de postes laissés vacants suscitent la colère dans de nombreux collèges et lycées et plusieurs grèves y ont éclaté dès le premier jour de classe sans attendre la journée d'action annoncée.

Cette journée de grève et manifestations du 12 septembre doit être le plus massivement suivie. Et il ne faudra pas en rester là : indépendamment de toutes les tactiques, accords ou désaccords des directions syndicales, il ne tient qu'à nous de faire de cette journée le point de départ d'une riposte générale du monde du travail.

Agir pour ne pas subir

La semaine dernière 600 salariés de La Grande-Armée et de Saint-Ouen ont déménagé sur le nouveau siège à Rueil-Malmaison. Des « *aménagements fonctionnels modernes et conviviaux* » selon la direction. Pour le personnel désabusé, le constat est tout autre : pas de bureau attiré, aucun objet personnel et le dernier arrivé s'assoit où il peut. Dans ces conditions, le label BBC décerné au bâtiment flambant neuf fait une belle jambe. D'après le magazine *Challenges*, l'accès à la terrasse serait même fermé pour prévenir des suicides. Ambiance !

Voilà les conditions de travail qui nous attendent sur le Pôle Tertiaire avec le déménagement de La Garenne dans un an. Devons-nous l'accepter ?

C'est la pagaille !

Avec le démarrage des travaux d'aménagement sur Carrières, c'est un sacré boxon : parking archi-saturé obligeant à squatter le moindre mètre-carré d'herbe, nuisance sonore et mauvaise odeur suite au démontage de l'atelier route au B2 et surtout annonce d'opérations de désamiantage du sol... sans précisions de la part de la direction sur les risques de santé probables pour ceux qui travailleront à côté.

La direction veut que les travaux aillent très vite pour notre probable arrivée dans un an. Pas question d'accepter une quelconque dégradation de nos conditions de travail surtout quand cela concerne notre santé.

Le racket de la Mutuelle PSA s'amplifie

La direction veut modifier la mutuelle à partir du 1^{er} janvier prochain. Les remboursements vont diminuer dans certains cas pour la mutuelle de base. Et pour ceux qui ont l'option, ça va être 9,4 % d'augmentation des cotisations (+ 3 € par mois, + 1 € par enfant). Les cotisations des retraités augmenteront de 6 € pour la mutuelle de base et de 3 € pour l'option. Et la direction annonce son intention d'augmenter en 2019 la cotisation des conjoints des salariés PSA.

PSA fait des milliards de profits mais n'augmente pas sa part. Cette mutuelle obligatoire, c'est du vol.

Pas de petits profits-teroles

PSA annonce une augmentation du droit d'admission au self pour le personnel des entreprises extérieures. À partir du 1^{er} septembre, il passera de 3,22 euros à 3,25 euros. Quand il s'agit de nous faire les poches, salariés PSA ou extérieurs, la direction mange à tous les râteliers !

Un Opel à la résistance

La direction se répand en « off » dans la presse pour indiquer que les pertes financières du groupe Opel-Vauxhall, racheté par PSA l'an dernier, seraient si importantes qu'elles justifieraient un dégraissage massif parmi les 21 000 salariés allemands. Premiers concernés par ces prétendues « nécessaires synergies » entre les deux marques, les salariés des centres techniques dont le nombre devrait passer de 7 700... à 800 !

Licencier les travailleurs là-bas pour faire peser une charge de travail accrue ici, c'est bien là les méthodes

appliquées partout par PSA. Imposons nos synergies solidaires.

Croissance de l'exploitation

PSA affiche pour la 3^e année consécutive une triple croissance : de marge opérationnelle, de volume et de position financière nette. Une « *rentabilité record* » pour PSA qui toucherait 1 400 € par voiture vendue, selon *Le Figaro*, contre 1 000 pour Renault.

C'est sûr qu'ils ont bien « pushé » pour passer : conditions de travail, effectifs, tout y est passé pour satisfaire la bête.

Une embauche pour tous : intérimaires...

Avec un tel succès, le groupe est bien obligé de réembaucher des ouvriers pour produire toutes ces voitures. Après Rennes, 1 000 ouvriers à Sochaux, ce ne sont pas moins de 800... intérimaires qui sont aussi réquisitionnés à Mulhouse. Faudrait pas que tous ces profits servent à embaucher des gens quand même !

... prestataires...

La rentabilité se fait aussi sur le dos des collègues prestataires. Si en 2009 un bex « coûtait » 90 000 €, la tendance se porterait à diviser ce coût par trois, coûte que coûte. Des conditions de travail sous pression et des mises en concurrence à gogo.

Embauchés, intérimaires, prestataires, tous ceux qui vivent de leur travail sont perdants, c'est donc ensemble qu'il faut changer les règles du jeu.

... et sous-traitants !

Le tribunal de commerce de Poitiers se prononcera le 7 septembre sur l'offre de reprise de l'équipementier automobile GM&S par GMD. Seuls 120 salariés seraient repris contre 277 actuellement présents sur le site.

Les GM&S refusent de voir plus de la moitié d'entre eux sur le carreau. Ils ont d'ores et déjà annoncé qu'ils étaient déterminés à rester solidaires, notamment vis-à-vis de Renault et PSA, leurs donneurs d'ordre et les responsables de leur situation.

Se comporter comme un chien

Les collègues de GM&S venus hier s'adresser aux salariés de PSA Poissy pour dénoncer leur sort ont été accueillis par des blocs de béton anti-bélier et des maîtres-chiens.

La direction se sentirait si responsable qu'elle se barricade derrière le mur de la honte ?

Les ouvriers slovaques montrent l'exemple

Après 6 jours de grève en juin dernier à l'usine Volkswagen en Slovaquie, les 10 000 ouvriers grévistes ont gagné une augmentation de 14,1 %, une prime de 500 euros et une journée de congé en plus. Payés moins de 1 000 € pour fabriquer des Porsches Cayenne et des Audi Q7, ils ont considéré qu'ils n'avaient pas à toucher moins que leurs collègues allemands pour le même travail.

De quoi donner des idées à leurs collègues tchèques, serbes, hongrois, ou... français !